



“L’embargo pétrolier, erreur stratégique de l’Union européenne”

Entretien avec Seyed Hossein Mousavian

Par [Seyed Hossein Mousavian](#) et [Marina Forti](#)

Mondialisation.ca, 29 janvier 2012

[ilmanifesto.it](#) 29 janvier 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

Analyses: [L'IRAN](#)

S. H. Mousavian a été ambassadeur de la République Islamique d’Iran en Allemagne, chef de la commission affaires étrangères du Conseil de sécurité nationale pendant la présidence Khatami, et a conduit, de 2003 à 2005, les négociations entre l’Iran et les trois nations européennes sur le nucléaire. Après l’élection de M. Ahmadi Nejad à la présidence de la République Islamique d’Iran, il a été conseillé du nouveau négociateur en chef Ali Larijani. Il est actuellement chercheur associé à l’université Princeton, aux Etats-Unis.

Comment commentez-vous la décision européenne de déclarer l’embargo sur le pétrole d’Iran et de geler les biens de la Banque centrale iranienne en Europe ? Pensez-vous que les sanctions pousseront l’Iran à modifier sa politique nucléaire ?

Les Européens ont fait une grave erreur stratégique. Ils pouvaient jouer un rôle constructif en engageant un dialogue avec Téhéran : au contraire, ce geste a détruit les fondements des relations entre Europe et Iran établies au dernier siècle. Les sanctions, de tous types, vont créer des dommages pour l’économie iranienne et pour ses citoyens, mais ne pousseront pas l’Iran à renoncer à ses droits légitimes garantis par le Traité de Non Prolifération, qui incluent l’enrichissement de l’uranium. L’Iran a subi des sanctions depuis la révolution de 1979, et cela n’a pas empêché le pays de faire de grands progrès dans les domaines du nucléaire et des technologies chimiques, biologiques et balistiques.

L’embargo s’accompagne de l’échange de menaces à propos du Détroit d’Ormuz, tandis que se multiplient les voix d’une attaque possible militaire d’Israël contre les sites nucléaires iraniens. Aux Etats-Unis aussi on parle d’ « option militaire ». Croyez-vous que le risque d’affrontement militaire soit réel ?

D’après les dernières déclarations officielles des ministères des affaires étrangères et de la défense, l’Iran ne menace pas de fermer le Détroit d’Ormuz. Le risque d’attaque militaire est réel, mais j’ai confiance dans le fait que les Etats-Unis ne la cherchent pas et sont bien conscients qu’elle aurait des conséquences catastrophiques, qui entraînerait la communauté internationale dans un chaos ingérable. Les Israéliens ? Je ne crois pas qu’ils attaqueront l’Iran sans l’accord de Washington, et du reste une attaque militaire contre l’Iran menacerait plus que jamais l’existence d’Israël. Néanmoins, je crois que tant que la politique des Etats-Unis est fondée sur « toutes les options sont sur la table », la politique

iranienne ne changera pas. Et le Détroit d'Ormuz serait une des victimes d'une attaque militaire contre l'Iran.

Les citoyens occidentaux entendent dire que l'Iran veut construire des armes nucléaires, et que même un Iran doté seulement de « capacité nucléaire » serait une menace inacceptable. L'Iran est-il en mesure de construire des armes atomiques ? Et selon vous, Téhéran continue-t-il à ne pas vouloir la bombe atomique ?

Je peux dire avec certitude que l'Iran n'entend pas développer des armes atomiques. L'Iran est membre du Traité de Non Prolifération et ne veut pas d'armes nucléaires. Ce n'est pas tout : l'Agence internationale pour l'énergie atomique, Aiea, a confirmé en de nombreuses occasions que l'Iran n'a pas dévié son programme nucléaire vers des objectifs belliqueux - tandis qu'Israël est le seul pays au Moyen-Orient qui a des armes nucléaires et rejette les requêtes de l'Aiea et de la communauté internationale (*d'ouverture de ses sites aux inspecteurs de l'Aiea, NdT*). Oui, l'Iran a atteint la capacité nucléaire, c'est-à-dire est en mesure de construire des armes atomiques s'il décidait de le faire. Avoir cette capacité n'est cependant pas une violation du Tnp. D'autres états membres du Traité sont en capacité de construire des armes atomiques et ne sont pas pour autant sous surveillance internationale. Plus encore : dans une situation manifeste de *double standard*, les Etats-Unis et l'Occident ont établi des relations stratégiques avec des états qui ont des armes atomiques et ne sont pas membres du TNP, comme l'Inde, le Pakistan et Israël. Le fait est que l'attitude contradictoire de l'Occident sur les armes nucléaires et de destruction de masse est justement un désastre pour l'avenir de la non-prolifération. Les pressions et l'hostilité imposées à l'Iran sont énormes, sans aucune comparaison avec celles qu'on fait à la Corée du Nord : et pourtant l'Iran est membre du TNP et n'a pas de bombes atomiques alors que la Corée du Nord s'est retirée du TNP et a des armes nucléaires. En substance, l'Occident se trouve ainsi en train de dire à l'Iran : si tu dois payer un prix aussi cher, autant avoir la dissuasion, c'est-à-dire avoir la bombe atomique.

Dans ces circonstances, voyez-vous la possibilité d'une reprise du dialogue entre l'Iran et les puissances du Conseil de sécurité ?

Les Iraniens ont fait savoir qu'ils sont prêts à des rencontres fondées sur le respect mutuel, même en présence de nouvelles sanctions, menaces et isolement. Récemment le ministre des affaires étrangères iranien Ali Akbar Salehi a dit que Téhéran est prêt à reprendre les pourparlers avec les six puissances mondiales, dès que lieu et date seront convenus. Les négociations passées ont échoué parce que les P5+1 n'étaient pas disposés à reconnaître les droits légitimes de l'Iran sur la base du TNP, qui incluent l'enrichissement de l'uranium. Si l'Occident modifie sa position irréaliste, l'Iran sera ouvert à la plus grande transparence et à des mesures de « construction de la confiance ». Je me souviens que les Iraniens avaient récemment offert de limiter l'enrichissement de l'uranium à 20% en échange de la fourniture de barres de combustible nucléaire pour le Réacteur de recherche de Téhéran. Cette offre est encore sur la table : et si l'Occident est préoccupé par la possibilité que l'Iran puisse enrichir son uranium jusqu'au niveau nécessaire à des usages belliqueux, cette offre devrait les rassurer. Plus important encore, il y a le « plan russe *step by step* », pas à pas, qui couvre toutes les principales requêtes de l'Iran, du P5+1, et des résolutions de l'Aiea et du Conseil de sécurité. Ce plan comporte l'intégration du Protocole adjonctif et des Accords subsidiaires, traite des « présumées études militaires » et même de la suspension pour procéder pendant une période brève à la révocation des sanctions et normaliser le dossier nucléaire iranien. Aussi bien le président Mahmoud Ahmadi Nejad que le premier ministre

Salehi ont dit que l'Iran était disponible pour en discuter les détails. C'est un plan qui peut conduire à une solution diplomatique réaliste et pacifique. Mais les Etats-Unis et l'Union européenne l'ont rejeté.

En 2004 vous avez négocié l'accord entre Téhéran et trois nations européennes qui ont conduit à la suspension du programme d'enrichissement. Téhéran a ensuite dénoncé l'accord : est-ce la conséquence du changement d'administration en Iran après le présidentielles de 2005, quand le président Mahmoud Ahmadi Nejad a été élu ?

Non : depuis le début, la suspension du programme d'enrichissement acceptée par Téhéran était un geste volontaire, temporaire et non aliénant, une mesure de « construction de la confiance ». Six mois avant ces présidentielles, quand personne ne pouvait imaginer que Mahmoud Ahmadi Nejad allait devenir président, nous avons déjà dit à nos interlocuteurs européens que l'Iran n'aurait pas toléré une suspension indéfinie et que si eux n'étaient pas en mesure de faire avancer l'accord, Téhéran aurait repris l'enrichissement sans préjuger des conséquences. Le droit légitime de l'Iran à la technologie nucléaire, enrichissement inclus, a été une ligne rouge pour toutes les administrations iraniennes, avant et après la révolution, et le restera à l'avenir malgré des pressions et sanctions.

Pouvez-vous nous dire pourquoi vous avez été arrêté en 2007, et pourquoi après les présidentielles de 2009 vous avez choisi de quitter l'Iran, fut-ce temporairement ?

En avril 2008 la magistrature iranienne m'a condamné à deux années de prison, à présent suspendues, et à cinq années d'interdiction de charges diplomatiques. J'ai quitté le pays en juillet 2009 parce que j'ai décidé d'utiliser ce temps pour me consacrer au travail universitaire, et c'est ce que je suis en train de faire comme chercheur à l'université de Princeton. Quant aux raisons de mon arrestation, j'ai décidé à l'époque de garder le silence et je continuerai à le faire.

Edition de samedi 28 janvier 2012 de ***il manifesto***

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20120128/manip2pg/09/manip2pz/317179/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

La source originale de cet article est [ilmanifesto.it](http://www.ilmanifesto.it)

Copyright © [Seyed Hossein Mousavian](http://www.ilmanifesto.it) et [Marina Forti](http://www.ilmanifesto.it), [ilmanifesto.it](http://www.ilmanifesto.it), 2012

Articles Par : [Seyed Hossein Mousavian](http://www.ilmanifesto.it) et [Marina Forti](http://www.ilmanifesto.it)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca